



LE MASSACRE DU 5 JUILLET 1962 À ORAN

■ LE DÉROULEMENT DES ÉVÉNEMENTS

Le contexte historique du massacre d'Oran est différent de celui de la fusillade de la rue d'Isly. En 1962, deux référendums en France et en Algérie approuvent largement l'indépendance. L'historienne Sylvie Thénault précise : « Cette période de transition entre la souveraineté française et la souveraineté algérienne constituait le moment idéal pour entraîner le pays dans un chaos irréparable ». Si l'Algérie accède officiellement à l'indépendance le 3 juillet, le choix du 5 juillet comme date officielle de l'indépendance de ce pays n'est pas anodin. Cette décision est motivée uniquement par la volonté d'effacer symboliquement la date de la capitulation d'Alger du 5 juillet 1830, lors de la conquête coloniale par les troupes françaises de Charles X.

La ville d'Oran a connu de profondes mutations. En 1930, elle comptait plus de 80 % d'habitants d'origine européenne. Elle était considérée comme la plus grande ville « européenne », la plus grande ville espagnole et la plus grande ville juive d'Algérie. L'évolution de la démographie, l'exode rural mais aussi des départs en masse attestent d'une physionomie différente de la ville en 1960. À cette date, elle compte 213 000 Européens et 220 000 Algériens. Le centre-ville demeure exclusivement peuplé d'Européens. Le 5 juillet 1962, la ville a déjà perdu presque les deux tiers de ses habitants européens.



ORAN 1962

- 1 Hôpital militaire
- 2 Hôtel de Ville
- 3 Église Saint-André
- 4 Palais de Justice
- 5 Commissariat de la rue Jules Simon
- 6 Casernes
- 7 Stade Magenta
- 8 Centre médical de la rue de Tombouctou
- 9 Lycée Ardaillon
- 10 Hôpital Civil

En 1962, Oran est une ville sous tension. Tandis que les départs vers la métropole se précipitent, la ville est aux mains des nationalistes algériens, présents à Oran pour collecter les fonds, mais aussi pour poursuivre les fuyards ou les « traîtres ».

Les dissensions entre les différentes instances algériennes entraînent un chaos du côté algérien ; comme le précise Benjamin Stora, la « lutte pour le pouvoir » est âpre en 1962. Ces groupes, tous armés, s'affrontent pour le contrôle de la ville : les ATP (auxiliaires temporaires occasionnels), la nouvelle zone autonome d'Oran (ZAO) qui remplace le FLN, le GPRA, les chefs des wilayas (unité territoriale ou région militaire de l'Armée de libération nationale durant la guerre d'Algérie) qui ont combattu dans les maquis. L'historienne Malika Rahal précise que « personne ne détient donc à la fois l'autorité légale et les moyens de l'appliquer sur l'ensemble du territoire de la ville ».

Après le cessez-le-feu, Oran est frappée par une vague d'attentats de l'OAS. On estime qu'entre le 19 mars et le 1^{er} juillet 1962, le bilan de ces attentats dans la ville serait de 410 Algériens morts et 487 blessés, 66 civils européens tués et 36 blessés, 32 membres des forces de l'ordre tués et 143 blessés. Le 28 février 1962, Oran connaît une forte poussée de violence, avec notamment l'attentat de Mdina Jdida, que le journal *Paris Presse* qualifie de « plus sanglant de la guerre d'Algérie ». L'explosion de deux voitures piégées déposées par l'OAS fait des dizaines de morts. Sur place, d'autres attentats aveugles touchent aussi les populations européennes.

À Oran, les quartiers algériens sont soumis à un véritable blocus, les conditions sanitaires sont déplorable. En 1963, le consul des États-Unis William Porter revient sur la situation de la ville à ce moment, qu'il qualifie de « ville de terreur », et décrit les soutiens massifs de la population à l'OAS. Les snippers de cette organisation n'hésitent pas à tirer sur les hommes et les femmes.

Le jour de l'indépendance (5 juillet), les rues sont pavoisées de drapeaux, les Algériens et Algériennes se préparent aux festivités, ils convergent vers le centre-ville dans un climat tendu. La ville passe de l'effervescence festive à un paroxysme de violence. Vers 11 heures, des coups de feu d'origine inconnue retentissent. Les Algériens sont persuadés que l'OAS est à l'origine de ces tirs. Oran connaît un déchaînement de violence perpétré par des forces armées et des civils algériens qui enlèvent et assassinent des Français. Le bilan de ce « massacre oublié », selon un documentaire de mars 2022, serait de plusieurs dizaines d'Algériens tués et plusieurs dizaines de Français lynchés. Malika Rahal insiste sur la portée de cet événement : « Oran aura été le dernier réduit de la violence qui accompagne la fin du monde des Français d'Algérie ».

Le bilan de ce début d'été 1962 est lourd. Pour la période comprise entre le 26 juin et le 10 juillet, des sources avancent le chiffre de 353 personnes disparues et 326 décédées.